

ALLEMAGNE

Le traumatisme de la défaite

PAR GERD KRUMEICH

HISTORIEN ALLEMAND, SPÉCIALISTE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Voici dix ans, les archives militaires françaises organisaient une exposition dont le titre peut sembler curieux : « L'étrange victoire, 1918 ». Étrange victoire des Alliés ? Oui, car personne côté allié n'avait imaginé, à l'automne 1918, que la guerre pourrait se terminer aussi rapidement. On savait qu'elle serait gagnée, mais Foch, commandant en chef des armées alliées, pensait qu'il faudrait une grande offensive au printemps 1919 pour en finir enfin avec cette armée allemande qui tremblait, dont les soldats prenaient la fuite, mais dont les cadres restaient stables et dont la défense sur la ligne Siegfried risquait d'épuiser les soldats alliés, terriblement éprouvés eux aussi.

Soudain, le 1^{er} octobre 1918, le grand état-major allemand enjoignit le gouvernement de demander d'urgence un armistice et de faire appel au président américain Woodrow Wilson pour organiser une suspension des combats sur les positions d'alors. Si ces négociations n'aboutissaient pas, on reprendrait la guerre, puisque, entre-temps, on aurait renforcé les troupes de première ligne.

Cette idée d'une sorte de pause provisoire au cours d'une guerre totale était absurde. Et bien entendu les Alliés n'en furent pas dupes. Au cours du mois d'octobre, le président Wilson signifia au gouvernement allemand, sous forme d'un échange de notes, que des négociations ne s'ouvriraient que si l'Allemagne déposait les armes de manière qu'il lui soit impossible de reprendre l'offensive. Et il ajoutait qu'on ne parlerait plus avec les tenants de l'ancien régime et du militarisme prussien. Finalement, il devrait être entendu que l'Allemagne payerait tous les dommages que les pays alliés et leurs peuples avaient subis à la suite de « l'agression » allemande de 1914.

LA DÉBANDADE A COMMENCÉ DÈS LE DÉBUT DES POURPARLERS

Face à de telles conditions, Paul von Hindenburg, chef du grand état-major, et son Generalquartiermeister Erich Ludendorff auraient préféré reprendre les armes, mais le gouvernement civil du prince Max de Bade, composé de représentants des partis majoritaires au Reichstag, finit par obtempérer et envoya une délégation auprès du maréchal Foch, dans la clairière de Rethondes. La raison de cette résignation était simple : dès que les soldats au front surent que des pourparlers de paix étaient entamés, ce fut la débandade.

Des centaines de milliers d'hommes abandonnèrent leur poste, une désertion massive à laquelle personne ne sut plus mettre un terme.

Les appels du gouvernement et des chefs de parti à démontrer de la fermeté, à signifier aux Alliés qu'on était prêt à organiser une « levée en masse » (c'était la suggestion de Walther Rathenau, industriel, homme politique et écrivain, dans un article retentissant publié le 7 octobre) ne furent nullement suivis, bien au contraire. Le 7 novembre 1918 eut lieu une énorme manifestation sur la Theresienwiese à Munich, organisée par les socialistes indépendants autour de leur chef de file, Kurt Eisner. Environ 50 000 personnes se rassemblèrent pour crier leur refus de continuer la guerre. Ce mouvement de protestation se termina par une révolution. Le lendemain, le royaume de Bavière fut proclamé République et le roi et son administration prirent le chemin de l'exil. Le 8 novembre, Kurt Eisner, devenu ministre-président, s'adressant au président américain et aux Alliés, déclara que la République bavaroise voulait créer une Allemagne démocratique, qui n'aurait rien en commun avec l'empereur Guillaume II et ses sbires, dont la responsabilité dans l'éclatement de la guerre, en 1914, était avérée. Et Eisner publia bientôt des documents, sortis des archives bavaroises, visant à prouver que la guerre avait été préméditée par le gouvernement allemand de 1914, les épurant toutefois des passages qui auraient pu signifier le contraire...

LES TROUPES ALLEMANDES ONT EU QUINZE JOURS POUR SE RETIRER DE FRANCE

La révolution bavaroise eut lieu le jour même où la délégation allemande se présenta à la clairière de Rethondes. Ferdinand Foch, très au fait des récents événements outre-Rhin, en profita pour faire savoir au chef de la délégation adverse, Matthias Erzberger, que les Allemands n'avaient plus rien à négocier. Et en effet, les conditions de l'armistice furent celles d'une capitulation pure et simple. On accorda un délai de quinze jours aux troupes du Reich pour se retirer de France et de Belgique : on confisqua le gros des machines de guerre et de transport, on exigea la restitution immédiate des prisonniers alliés sans cependant s'engager sur le retour des captifs allemands. Et « last but not least » : le blocus naval, qui coûta des dizaines de milliers de vies civiles en Allemagne, ne fut pas levé.

Le jour de l'armistice fut un jour de liesse chez les vainqueurs. En Allemagne, au contraire, il passa presque inaperçu. Ce 11 novembre, la révolution atteignait son apogée à Berlin et les partis de gauche, s'emparant du pouvoir dans tout le pays, croyaient que les termes de la paix que concluraient les Alliés avec la jeune démocratie allemande seraient bien plus doux que ceux qu'auraient obtenus l'ancien régime. Ce fut une grave erreur.

Le 18 janvier 1919, la conférence de paix s'ouvrit à Paris sous les auspices du président de la République française. Les Allemands n'y étaient pas admis. On ne discute pas avec des criminels, on les accuse et on les punit, comme le proclama Raymond Poincaré devant les délégués : « Ce qui vous donne toute qualité pour établir une paix de justice, c'est qu'aucun des peuples dont vous êtes les mandataires n'a trempé dans l'injustice. L'humanité peut vous faire confiance, parce que vous n'êtes pas de ceux qui ont violé les droits de l'humanité. [...] La vérité, toute couverte de sang, s'est déjà évadée des archives impériales. La préméditation du guet-apens est aujourd'hui clairement démontrée. »

Les Allemands, convoqués à Paris en avril seulement, n'avaient aucun droit à discussion, les échanges avec le camp vainqueur se résumant à des écrits. C'est ainsi qu'ils prirent connaissance des « conclusions » de la commission des

responsabilités et des auteurs de la guerre, où il était dit et répété que l'Allemagne était coupable d'une guerre préméditée depuis longtemps. C'est ainsi qu'ils découvrirent, en mai, les termes de la paix. L'Allemagne ne serait pas admise au sein de cette Société des Nations, mise sur les rails par le traité de Versailles et qui en fut et resta l'élément le plus remarquable, le plus juste et le plus porteur d'avenir. Les Alliés demandaient l'extradition de l'empereur Guillaume II et d'un certain nombre de responsables militaires pour crimes contre l'humanité. Enfin, l'article 231 du traité exigeait que l'Allemagne paye pour tous les dommages subis par les Alliés et leurs peuples du fait de l'« agression » commise.

CE FUT UN TOLLÉ DANS TOUT LE PAYS, MAIS IL FALLUT SIGNER QUAND MÊME

« Au moins 7 millions de morts gisent enterrés en Europe, tandis que plus de 20 millions de vivants témoignent, par leurs blessures et leurs souffrances, que l'Allemagne a voulu, par la guerre, satisfaire sa passion pour la tyrannie », souligne la note qui accompagnait la dernière mouture du traité de paix, remise aux Allemands par Georges Clemenceau, le 16 juin

1919. Ce fut un tollé en Allemagne, où le peuple – à qui on l'avait dit et répété depuis 1914 – avait toujours pensé qu'il était pris dans une guerre de légitime défense. Mais il fallut signer quand même. Vraiment ? Ils étaient nombreux, officiels et autres, ceux qui en arrivèrent à la conclusion qu'on aurait dû continuer la guerre au lieu de se soumettre à des exigences aussi déshonorantes. Les soldats français auraient-ils vraiment marché sur Berlin en pleine révolution et contre la démocratie ?

De cette question et de cette signature a surgi le drame de la République de Weimar, provoquant son instabilité fondamentale. Les si dures conditions de paix ont fait naître des débats houleux dans le pays. Pourquoi l'Allemagne

avait-elle dû rendre les armes de façon aussi précocement ? Pourquoi n'avait-il pas été possible de négocier avec les Alliés ?

Friedrich Ebert, le nouveau chef de l'Etat après l'abdication du Kaiser, un social-démocrate, n'avait-il pas salué les troupes qui rentraient dans Berlin angoissé en leur criant : « Aucun ennemi ne vous a vaincus » ? Pour les partis de droite la réponse fut toute simple : c'était la révolution qui avait causé la dissolution d'une armée invaincue sur les champs de bataille, et c'était les partis de gauche qui étaient responsables de la défaite. Pour ces derniers, au contraire, c'était l'armée et les militaires, Ludendorff en particulier, qui

n'avaient pas rendu compte fidèlement et de façon réaliste de la situation sur le front, qui avaient leurré le Parlement et le peuple et qui avait par trop tardé à proposer des négociations de paix. Les extrémistes, notamment le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, le parti nazi, fondé en 1920, allaient plus loin. Ils accusaient les « juifs bolcheviques » d'avoir tout fait pour empêcher l'Allemagne de gagner la guerre. Un « coup de poignard dans le dos » pour lequel Adolf Hitler, promet, dès son premier discours, revanche et punition des coupables.

Cette thèse du coup de poignard dans le dos (« Dolchstoßlegende ») divisa profondément le peuple allemand. Ce divorce entraîna une incapacité de conclure une « trêve des morts », une commémoration commune de la tragédie, comme on le fit en France et ailleurs. C'est ce divorce qui fut la racine du mal – pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Jardin –, et dont sut profiter, dix ans plus tard, dans une situation économique et sociale catastrophique, Hitler, qui avait promis de restituer son honneur à l'armée invaincue et de briser le « traité de la honte » de 1919. ■

« Ils ont fait la paix. Le traité de Versailles vu de France et d'ailleurs », sous la direction de Serge Bernstein, avec Gerd Krumeich, éd. Les Arènes.

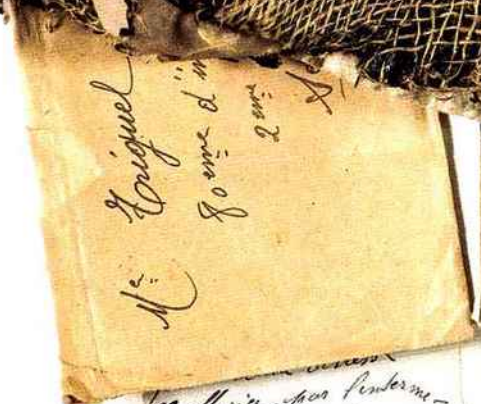
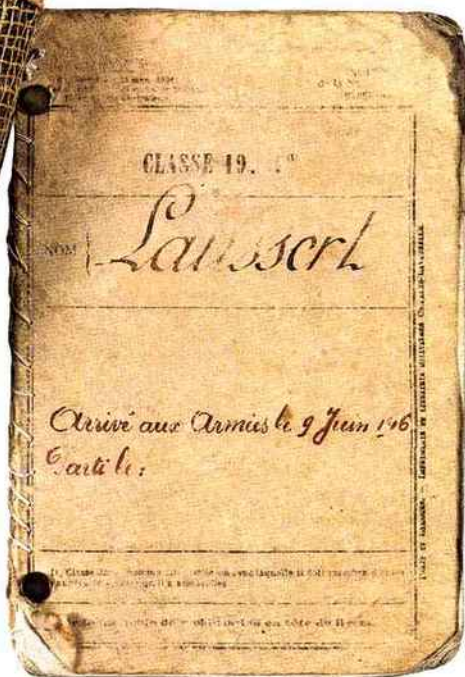


Des prisonniers allemands du camp de Saint-Hilaire-au-Temple, dans la Marne, en avril 1917. La plupart de ces captifs – au nombre de 421 000, au moment de l'armistice – ne pourront rentrer chez eux qu'au début des années 1920.



PAR-DELÀ LA MORT

Voici l'un des 325 000 documents numérisés ou déposés aux Archives nationales lors de la Grande Collecte, l'un des plus émouvants aussi. Ce sachet en toile de jute, contenant le carnet militaire du poilu « mort pour la France » et ses lettres reçues, était remis par le maire à la veuve ou à la mère. Celui-ci renferme les documents de Jacques Laussert, tué à la cote 304, près de Verdun, le 30 mai 1917.



Monsieur le Maire par l'intermédiaire de son fils pour me remettre le carnet de Jacques Laussert tué le 30 mai 1917 par une bombe qui a éclaté près de la cote 304. Des lettres reçues par sa mère et sa sœur. Des lettres reçues par sa mère et sa sœur.

